

ANALYSE DU CONTEXTE ET QUELQUES ELEMENTS POUVANT MENACER LA PAIX AU SUD KIVU

Communication de Monsieur Raphaël WAKENGE à l'occasion de la JOURNEE INTERNATIONALE SUR LA PAIX

INTRODUCTION

La transition en RDC est entrain de connaître un tournant décisif avec l'approche des élections. Il se fait néanmoins que, le cours normal des événements laisse planer quelques zones d'ombres sur l'aboutissement du processus. Pour des raisons de précisions et de concision nous allons nous atteler à l'analyse de la situation au Sud Kivu et à énumérer quelques éléments pouvant interférer négativement sur la transition.

Nous reconnaissons qu'il y a des avancées significatives qui sont déjà réalisées dans l'ensemble du processus. Parmi les éléments positifs à retenir, nous pouvons citer l'amélioration nette de la situation sécuritaire quoi que les efforts doivent continuer à être mener dans certains territoires comme Walungu, Kabare, Fizi,...

Mais, il reste tout de même extrêmement utile de focaliser notre attention sur un certain nombre d'aspects qui peuvent torpiller ou mieux bloquer à la longue le processus. Sans toutefois avoir l'objectif de vous présenter un discours pessimiste sur l'aboutissement de la transition en RDC, je préfère que nous puissions nous apaisantir sur les dangers qui peuvent directement ou indirectement influencer négativement sur le processus. Il est vrai que nous ne devons pas oublier les acquis ou faire en sorte que nous puissions les perdre, cependant notre regard doit également tourner sur ce qui n'est pas acquis, les éléments qui peuvent empêcher l'évolution positive, les auteurs potentiels ou effectifs du frein à la volonté de sortir du bourbier.

A PROPOS DES INFILTRATIONS

Qui n'a pas appris par la voie des médias locaux et internationaux l'arrestation de 47 personnes accusées de s'être infiltrées à partir des pays voisins de la RDC à travers de la Plaine de la Ruzizi dans le territoire devenu célèbre d'Uvira. Cet événement vient de se produire au même moment où dans le Nord Kivu une sorte de mutinerie d'au moins mille militaires est signalée et confirmée par les responsables militaires de la 8e Région basée à Goma dans la province du Nord kivu.

Ces deux incidents inquiétants se sont produits aux côtés d'un communiqué dont l'origine est attribué au Général de brigade Laurent Nkunda, un ancien officier du RCD qui ne se sent pas du tout concerné par le brassage des FARDC. Tout ceci se produit aussi quand le Rwanda décide pour la première fois d'expulser les personnes qui sont perçues comme étant dangereuses pour la sécurité de la RDC et la paix dans la région pour avoir trempé directement ou indirectement dans les crimes dont la justice tant locale qu'internationale recherchent aujourd'hui les auteurs.

Cette attitude du Rwanda qui a été saluée par de nombreux défenseurs des droits humains est perçue par certains analystes comme une stratégie prise par ce pays pour décliner toute la responsabilité de la recrudescence éventuelle de la situation politique en RDC, pour d'autres c'est une manière de vouloir améliorer la coopération entre les deux pays.

Les 47 personnes arrêtées parmi lesquelles l'on retrouve à la fois les civils et certains militaires qui avaient combattu dans les troupes de Mutebutsi, auraient avoué que plusieurs autres s'étaient infiltrées bien avant et seraient éparpillées partout dans la province du Sud et du Nord Kivu. La délégation du Gouverneur de province du Sud Kivu ad intérim qui s'est déployée sur le terrain dans la Plaine de la Ruzizi pour rencontrer ces personnes ne les auraient pas trouvées, à en croire la presse. Elles auraient été acheminées dans les Hauts plateaux dans le territoire de Minembwe.

Une question qui demeure à l'esprit est celle de savoir pourquoi ces personnes n'ont pas été acheminées à Bukavu où les instances compétentes habilitées à les entendre et éventuellement à les juger sont situées. De qui est venu l'ordre de les amener à Minembwe. Sont ils en état d'arrestation ou pas.

Le pouvoir nous doit des explications.

LES AGISSEMENTS DANS L'OMBRE

Les propos relatifs au recommencement prochain des hostilités se rependent de plus en plus dans la province. Des zones d'ombre planent encore sur ses motivations réelles. Néanmoins, plus d'un observateur avance l'idée de perturbation du processus électoral en cours. Cette idée de guerre peut venir de n'importe où, dans le chef de ceux qui veulent se maintenir au pouvoir ou de ceux qui craignent de perdre aux élections. Aussi, la guerre ne peut se faire sans alliées dans les conditions congolaises actuelles. C'est pourquoi, Nous prévenons toutes les mains invisibles qui, d'une manière directe ou indirecte, seraient entrain de planifier les événements macabres qu'ils en porteront la responsabilité plus tard.

A notre avis, cette manière d'agir des héros dans l'ombre est dangereuse, consacre l'impunité et fait planer des sérieuses suspicions dans les chefs des acteurs politiques actuels, ce qui crée une sorte de méfiance et de manque de confiance entre certains dirigeants et la population en cette veille des échéances électorales. Le sort des certains dirigeants en mission de service sur le terrain en est éloquent.

La question de manque de confiance va un peu plus loin, et touche aussi les différents acteurs des institutions entre eux, selon qu'ils viennent de telle composante ou entité. Cette absence de confiance est un signe précurseur de la contestation des résultats des élections. Ce qui risquerait de dégénérer une fois de plus jusqu'à déclencher un conflit même armé.

La question de 47 personnes arrêtées doit être traitée avec diligence, pour permettre à la Justice de faire son travail notamment condamner les coupables et acquitter les innocents. Les personnes dangereuses pour la sécurité de la RDC doivent faire l'objet d'une poursuite internationale, faire l'objet des mandats d'arrêt international et donc cesser carrément de se promener aussi librement qu'elles le font dans les grandes démocraties du Monde.

LA QUESTION DE L'ASSASSINAT DE MONSIEUR PASCAL KABUNGULU

Le cas récent et flagrant de l'assassinat ciblé a Bukavu, le 31 juillet 2005, du feu Pascal Kabungulu, défenseur des droits de l'homme qui dirigeait l'exécutif de Héritiers de la Justice est aussi un événement qui, si rien ne continue d'être fait au sérieux risque de piéger le processus de la transition en RDC. Les défenseurs des droits humains ont lu dans cet assassinat une volonté des auteurs encore officiellement inconnus de faire taire toutes les voix qui s'élèvent pour dénoncer le mal.

La commission d'enquête qui a été mise en place, le 6 août 2005 par le gouverneur de province ad intérim et qui devrait présenter son rapport 30 jours après n'a jusqu'à présent présenté aucun rapport alors qu'un rapport même partiel serait important pour rassurer les esprits.

Plus les jours passent, plus naissent des spéculations qui sont de nature à faire disparaître des traces des auteurs et d'exposer ceux qui tiennent à la sanction des auteurs du cas. Des informations en notre possession font état d'une enquête qui se réalise pour localiser les organisations ayant participé à la marche de protestation organisée contre cet assassinat et la composition de cette commission, pour identifier physiquement les personnes et leurs habitations,... et pour les empêcher à poursuivre la pression sur le cas. Aussi, sommes-nous informés qu'une lettre de mise en liberté des présumés auteurs avait déjà été signée, distribuée pour exécution mais enfin retirée de la circulation par la suite avant exécution.

Aujourd'hui, tout le monde épris de paix attend le rapport de la Commission, 46 jours après sa mise en place, 16 jours de retard depuis la date butoir du dépôt des résultats.

Le Gouvernorat de province en particulier, le Conseil provincial de sécurité en général nous doivent des explications.

DES FRAUDES DANS L'OPERATION D'IDENTIFICATION ET D'ENROLEMENT

Il est signalé des cas de fraude dans l'identification et l'enrôlement des électeurs. Certaines personnes venant du Rwanda sont entrain de traverser la frontière pour se faire enrôler en RDCongo. D'aucuns peuvent se poser des questions sur les visées des fraudeurs et les conséquences néfastes des tels actes dans une région encore à la recherche de la paix et de la stabilité et où les tensions communautaires ont été exploitées pour des intérêts divers.

Cette manière de faire n'est pas aussi de nature à permettre une amélioration de la situation entre la communauté Banyamulenge et les autres communautés congolaises ; les secondes suspectant la première d'être de connivence avec les étrangers fraudeurs.

Par ailleurs, il se peut que la plupart de congolais dont les Banyamulenge, se trouvant à l'étranger, à la suite de la guerre auraient voulu remplir également le devoir civique : élire ou se faire élire.

LA PARTICIPATION DE LA SOCIETE CIVILE AU POUVOIR

La Société Civile a accepté de participer au pouvoir en RDC. Il ressort malheureusement que son implication dans les affaires politiques lui fait perdre d'une manière particulière son sens premier. Le caractère de groupe de pression aux acteurs politiques disparaît dans les chefs de certains animateurs de la société civile.

Au Sud Kivu, deux camps se sont forgés. Un groupe croit au traditionnel Bureau de coordination, un autre communément appelé « des pilotes » chercheraient à corriger les insuffisances constatées dans la structuration et le fonctionnement actuels de la Société Civile du Sud Kivu.

De plus en plus des idées sont lancées pour une troisième voie à la suite de l'incapacité des groupes existant pour harmoniser les vues.

STIGMATISATION ACTUELLE DES TENSIONS

Il renaît de plus en plus au Sud Kivu des discours et écrits tendant à stigmatiser des tensions entre différentes communautés.

Il y aurait, d'après les informations récentes, un document qui évalue la présence des Bashi dans les différentes institutions de la transition par rapport aux autres communautés congolaises du Sud Kivu. Un pareil document, certes, n'est pas de nature à améliorer les relations entre les communautés mais plutôt de révolter les unes contre les autres.

Le principe de diviser pour mieux régner, cher aux politiciens, joue ici un rôle important pour les ennemis de la paix du Congolais mais plutôt un rôle dévastateur pour les congolais eux-mêmes. Ce n'est ni plus ni moins une suite de l'instrumentalisation des communautés.

CONCLUSION SUGGESTIVE

Il est plus que jamais important, au regard de cet examen partiel sur quelques cas de la situation au Sud Kivu, de faire un état des lieux de manière régulière et quasi quotidienne pour évaluer la situation sécuritaire, des droits de l'homme et autres, qui d'une manière ou d'une autre peuvent influencer surtout négativement le processus de la transition et la recherche de la Paix dans la région de Grands Lacs.

De manière particulière, nous recommandons :

Aux institutions de la transition, avec l'appui de la communauté internationale :

- de veiller à la sauvegarde des acquis de la transition
- de renforcer le contrôle et la sécurité aux frontières
- d'assurer le suivi des mandats d'arrêt lancés contre les criminels, de lancer d'autres et surtout de punir de manière exemplaire les coupables
- de contraindre la commission d'enquête sur l'assassinat de Monsieur Pascal Kabungulu, d'autres services techniques dont Auditorat militaire et l'ANR de présenter, dans une semaine à dater d'aujourd'hui, le rapport même partiel de leurs activités afin que l'opinion se rende compte des difficultés rencontrées et propose des alternatives parmi lesquelles, par exemple, l'implication effective de la communauté internationale et pourquoi pas celle des acteurs de la Société Civile pour une enquête neutre, mixte et indépendante.
- d'organiser des procès publics notamment pour le cas de l'assassinat de Pascal Kabungulu comme promis par le vice Président de la République Azarias Ruberwa dans sa rencontre avec la délégation de la Société Civile à Bukavu
- de contraindre les groupes armés étrangers opérationnels au Sud Kivu à rentrer impérativement chez eux et non les repousser dans la forêt où ils continuent à créer désolation.

A la Société Civile du Sud Kivu

- d'encourager les démarches tendant à sa légitimation
- de sortir du carcan du pouvoir pour bien jouer son rôle de groupe de pression qui la différencie d'un parti politique
- de mener des actions qui découragent la méfiance de l'autre, la globalisation, le fait de voir toutes les choses de mauvais côté, l'instrumentalisation des communautés... et de promouvoir des stratégies qui donnent la parole à tous en mettant ainsi la guerre au dernier plan ; bref, de mettre en place une synergie pour pousser le processus à avancer.

- de poursuivre la pression sur le cas Pascal Kabungulu jusqu'à la dernière énergie du dernier activiste des droits humains.
- S'assurer auprès du pouvoir de la sécurisation des activistes des droits humains.

Pour les organisations des droits de l'homme du Sud Kivu

Raphaël WAKENGE

Coordinateur de l'ICJP/membre du RADHOSKI

Le 21 septembre 2005